

Dominique Pestre, dir. *Le gouvernement des technosciences. Gouverner le progrès et ses dégâts depuis 1945.* Paris : La Découverte, 2014. 321 p. 42.95 \$. ISBN 978-2-7071-7504-5

Émilien Schultz

Volume 40, numéro 1, 2018

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1048934ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1048934ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

CSTHA/AHSTC

ISSN

1918-7750 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Schultz, É. (2018). Compte rendu de [Dominique Pestre, dir. *Le gouvernement des technosciences. Gouverner le progrès et ses dégâts depuis 1945.* Paris : La Découverte, 2014. 321 p. 42.95 \$. ISBN 978-2-7071-7504-5]. *Scientia Canadensis*, 40(1), 118–120. <https://doi.org/10.7202/1048934ar>

Dominique Pestre, dir. *Le gouvernement des technosciences. Gouverner le progrès et ses dégâts depuis 1945*. Paris: La Découverte, 2014. 321 p. 42.95 \$. ISBN 978-2-7071-7504-5

Cet ouvrage ambitieux dirigé par Dominique Pestre, historien de la physique, trouve son origine dans le séminaire « La gestion du progrès et des ses dégâts » du Centre Alexandre Koyré, à Paris. De fait, « ce livre a pour point de départ la notion de gouvernement » (7) et toutes ses contributions font un usage intensif de cette terminologie pour cadrer leurs objets dans une perspective « globale » et « historique ». Elles s'appliquent à rendre visible la densité historique et l'architecture matérielle des entreprises de contrôle à l'échelle internationale, pour inscrire les évolutions « technoscientifiques », entendu au sens large des changements de pratiques liées aux nouvelles connaissances et aux possibilités technologiques, dans une profondeur à la fois temporelle et géographique. La suite de ce compte-rendu revient d'abord sur le projet théorique explicité dans l'introduction et en conclusion, puis propose une discussion croisée des contributions.

L'introduction rédigée par Dominique Pestre définit un programme de recherche. Il propose de dépasser une « relative insatisfaction » face à certaines perspectives empruntées par les études sur les sciences (STS) en privilégiant contre le souci descriptif des contextualisations, dont ce courant a pu abuser, un retour lucide et désenchanté des rapports de force. Tout en lui reconnaissant une capacité à rendre visible la diversité des

pratiques, Pestre lui reproche, au moins pour sa forme « mainstream », une trop forte insistance sur la « coproduction », une trop grande confiance dans la souplesse des formes sociales, et trop peu d'attention aux effets systémiques et structureaux. « Il faut garder la dimension d'horizontalité chère aux études sur les sciences, l'idée de la nappe et des flux de personnes et d'instruments qui font le social, mais rien n'autorise à oublier le poids central des formes verticales, des 'conventions' héritées et qui pèsent, ou de la pensée stratégie du contrôle » (11). Cette remontée des structures consiste surtout à prendre en compte les grandes dynamiques de fond qui traversent la seconde partie du 20^e siècle, et qui encadrent et façonnent les usages des technosciences. L'entrée par la notion assez plurielle de « gouverner », entendu à la suite de Peter Millet et Nikolas Rose comme « la matrice historiquement construite à travers laquelle sont articulés tous les rêves, projets, stratégies et manœuvres d'autorités qui cherchent à orienter les croyances et les comportements des autres dans des directions désirées » (13), est au service de cette enquête sur les structures multiples qui sous-tendent les phénomènes de pouvoir. Dans la conclusion, très utile comme récapitulatif de ces transformations multi-niveaux sur plusieurs décennies, Pestre liste la multitude de ces tendances, celles de grandes ampleurs comme les transformations successives de l'économie mondiale, mais aussi celles plus sectorielles comme la transformation du secteur de la recherche biomédicale.

Mis à part la dernière contribution

de Pestre sur le néolibéralisme, qui correspond davantage à une clarification analytique de la notion, les sept autres chapitres, très denses historiquement, s'emploient à retracer le gouvernement du progrès sur une thématique délimitée avec l'ambition de saisir sa dimension globale. Ces thématiques sont celles des substances chimiques toxiques (Nathalie Jas), de la santé publique, avec un focus sur la lutte contre la tuberculose (Jean-Paul Gaudillière), de l'environnement, à travers la représentation du globe terrestre (Yannick Mahrane et Christophe Bonneuil) et du climat (Stefan Aykut et Amy Dahan), des politiques agricoles de la révolution verte (Lise Cornilleau et Pierre-Benoît Joly), de la gestion des ressources d'eau (Sarah Fernandez) ou encore d'un instrument de gouvernement central dans les interventions environnementales, l'analyse coûts-bénéfices (Soraya Boudia). Ainsi, plusieurs contributions se concentrent sur la genèse et le développement de dispositifs particuliers : c'est ainsi le cas de l'instrument d'analyse coûts-bénéfices dont on suit pas-à-pas sa diffusion de la RAND Corporation vers l'OCDE et dont on constate l'écart qui se creuse entre sa théorisation et ses usages concrets ou celui du concept de « révolution verte » visant à mettre l'innovation agronomique au service d'un renforcement de la productivité.

Chacun de ces thèmes est abordé à travers une scansion chronologique qui marque les évolutions et les ruptures. Cette dimension temporelle est plus ou moins au cœur du propos, suivant que la problématique abordée par les auteurs privilégie une narration

historique ou une problématique plus spécifique. Ainsi, Fernandez se concentre surtout à lister les politiques et les régulations autour de l'eau. À l'inverse, Mahrane et Bonneuil développent une analyse fortement problématisée sur le développement d'un « environnementalisme de marché » lié à un « nouveau régime de gouvernabilité néolibérale de l'environnement » dont la genèse débute par les premières alertes environnementales et d'une convergence entre les enjeux de croissance et d'environnement qui vont faire entrer les mécanismes de marché dans les stratégies de conservation. À chaque fois, la focale d'analyse saisit les grandes mutations internationales, les conventions, normes, interventions, qui dépassent les frontières nationales, à l'exception peut-être d'un souci particulier des États-Unis qui compte tenu de son rôle hégémonique se voient accorder un traitement particulier. Malgré cette échelle internationale, le niveau d'analyse s'attache à intégrer le niveau individuel des acteurs engagés dans ces multiples comités et les événements qui influent sur le cours de ces structures. L'existence de critiques et de résistances sont ainsi intégrées aux explications multi-niveaux que développent les auteurs, et plusieurs insistent sur les écarts qui peuvent se produire entre les objectifs affichés des dispositifs et les effets de ces tentatives de gouvernement, rappelant l'écart possible entre les annonces discursives et les transformations matérielles de l'ordre des choses.

La réunion de ces contributions constitue une somme très riche qui satisfait à l'ambition de

mettre en perspective historique des transformations à l'échelle internationale. La lecture de ces études de cas fait apparaître très clairement le rôle de certaines dynamiques – en premier lieu le développement des instruments de marchés et la privatisation des formes d'intervention – et des organisations récurrentes, que ce soit à l'échelle nationale l'Environmental Protection Agency (EPA), ou à l'échelle internationale avec l'ONU, la Banque Mondiale, et les ONG de protection comme le WWF. Les contributions rappellent aussi la nécessité d'intégrer une multitude de facteurs indépendants dans l'explication des transformations globales, ainsi que Pestre le souligne dans le cas du capitalisme : « les transformations du capitalisme, si on les prend dans leur épaisseur, dépendent de beaucoup trop de choses pour être comprises à partir d'une seule causalité » (266).

Quelques remarques peuvent être faites, qui n'enlèvent rien à l'importance de cet ouvrage. D'abord,

le lecteur trouve assez de peu de clarification sur la manière dont le global vient travailler le local, même si suivant les contributions cet aspect est abordé dans des cas concrets, et ce qui caractérise justement cette échelle globale en dehors du statut international des organisations engagées. Ensuite, il faut remarquer une focalisation assez forte sur le bloc occidental de cette histoire globale, qui ne s'intéresse pas aux formes de gouvernement où les États-Unis seraient absent. Enfin, si le projet théorique affiché en introduction souligne certaines limites des *sciences studies*, il évacue un peu vite les perspectives d'autres courant sociologiques qui conceptualisent ces structures et ces rapports de force. Ce faisant, l'ouvrage participe moins à initier un nouveau programme théorique qu'à contribuer à développer par des études de cas une histoire des régulations internationales de l'environnement et des technologies.

*Émilien Schultz,
Université Paris-Sorbonne*